

Apprentissage: après les régions, le Medef met à son tour la pression

Paris, 18 janv. 2018 (AFP) -

Le Medef a gelé jeudi la négociation sur la formation professionnelle, une mesure de rétorsion pour tenter de l'emporter face au gouvernement et aux régions sur la réforme de l'apprentissage menée en parallèle.

"Dans l'attente de précisions" du gouvernement "sur la nature des engagements" pris vis-à-vis des régions sur l'apprentissage, le Medef a annulé la séance programmée vendredi sur la formation professionnelle, selon un courriel consulté par l'AFP.

Cette décision du Medef, soutenue par la CPME, a en revanche immédiatement été "regrettée" par l'U2P, qui représente les petites entreprises et artisans.

Le patron du Medef, Pierre Gattaz, avait donné le ton mardi en expliquant qu'il fallait que les entreprises soient le "seul pilote dans l'avion" pour l'apprentissage.

"Gérer ce système avec plusieurs pilotes, on l'a déjà vu, ça ne marche pas", avait-t-il ajouté, estimant toutefois que les régions devaient être "impliquées" dans le dispositif pour améliorer les dispositifs d'apprentissage.

En question: faut-il confier, et le cas échéant dans quelle proportion, le pilotage de l'apprentissage aux branches professionnelles au détriment des régions qui le gèrent actuellement.

Vent debout contre ce projet, les Régions de France avaient claqué la porte de la concertation en décembre, dénonçant carrément une "privatisation" de l'apprentissage.

Après les ordonnances réformant le droit du travail, le gouvernement a lancé à l'automne trois réformes en parallèle: apprentissage, formation professionnelle --qui lui est étroitement liée--, et assurance-chômage. Toutes trois doivent aboutir d'ici un mois pour un projet de loi prévu au printemps.

La concertation sur l'apprentissage, menée par Sylvie Brunet, présidente de la section Travail et Emploi du Conseil économique, social et environnemental (Cese), rassemble un grand nombre d'acteurs, l'Education nationale étant aussi partie prenante.

Après le départ des régions fin décembre, les réunions, qui se tiennent habituellement le jeudi dans les locaux de France Stratégie, ont été annulées en cascade. Mais le dialogue s'est néanmoins poursuivi.

- 'dialogue renoué' -Les Régions ont ainsi été reçues la semaine dernière par la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, puis lundi par le Premier ministre, Edouard Philippe. Elles sont ressorties de Matignon avec quelques pistes, et c'est précisément ce qui a suscité la colère du Medef et de la CPME.

Hervé Morin, président des Régions de France (ex-ARF), a ainsi expliqué que le "dialogue" était "renoué avec le gouvernement". Et il a notamment insisté sur le fait qu'il voulait que l'ouverture des CFA (centre de formation des apprentis) "continue à faire l'objet d'une régulation publique".

Actuellement, les régions doivent accorder une autorisation préalable à l'ouverture d'un CFA.

A cet égard, Matignon a indiqué que les régions pourraient garder un droit d'opposition à une ouverture, notamment pour ne pas assécher un lycée professionnel voisin. Le gouvernement a en tête de mettre plus de souplesse dans la création et la gestion de ces centres.

Lors de ses vœux lundi, la ministre du Travail a promis d'annoncer les pistes retenues au cours de "la première quinzaine de février".

Est en débat également le mode de financement, avec un remplacement de l'actuelle taxe d'apprentissage. Les Régions ont affirmé lundi qu'un nouveau modèle serait basé "sur une contribution nationale de 0,80% de la masse salariale".

Le président de l'Association des jeunes apprentis (Anaf), Aurélien Cadiou, interrogé par l'AFP, a regretté pour sa part qu'"on ne parle jamais des apprentis. On a l'impression que la seule bataille entre les régions et les branches c'est l'argent, à qui va être attribuée la taxe d'apprentissage".

Le président de l'U2P, Alain Griset, a lui invité "le gouvernement à réunir rapidement les partenaires sociaux et les représentants des régions pour repartir sur des bases de discussion plus claires". Il ne s'agit pas pour lui d'une



PAYS :France
SURFACE :100 %
PERIODICITE :Quotidien



► 18 janvier 2018 - Edition Fil Gen

impasse: "A un moment donné, le gouvernement décidera et on appliquera".

François Asselin, président de la CPME, a expliqué de son côté qu'il "sortait de l'Elysée" et que le sujet de l'apprentissage allait être "repositionné" pour "réorganiser la méthode" notamment par rapport à la formation.

[dec-jah-bow-edy/cel/shu/it](#)

Afp le 18 janv. 18 à 14 30.